

Trois entreprises arrivent à la Bourse d'Alger cette année

Le directeur général de la Bourse d'Alger, Yazid Benmouhoub, a annoncé, hier, lors des "Débats du FCE", l'introduction, cette année, d'au moins trois entreprises à la Bourse d'Alger. Le groupe pharmaceutique Biopharm, qui vient de réussir son opération d'offre publique de vente d'actions, ouvrira le bal. La première cotation du titre Biopharm est prévue pour aujourd'hui. M. Benmouhoub a cité, également, la cimenterie d'Aïn Kebira, même si certaines sources évoquent le report de l'opération à cause de l'emprunt national pour la croissance économique. "D'autres sociétés publiques viennent de terminer la phase d'évaluation", a ajouté le DG de la Bourse d'Alger. Pour Salah-Eddine Abdessemed, vice-président, il faut mettre en Bourse "les plus importantes entreprises nationales", redonner la confiance au marché. M. Benmouhoub estime que la conjoncture actuelle est favorable à ce que la Bourse puisse jouer un rôle central dans le financement de l'économie. La raréfaction de la liquidité bancaire va pousser les banques à se refinancer au niveau de la Banque d'Algérie, induisant le renchérissement du coût du crédit. Cet amincissement de liquidité et l'augmentation du coût de crédit vont pousser les entreprises qui, jusque-là, pouvaient lever des financements à taux bonifiés, à chercher d'autres sources de financement. M. Benmouhoub soutient que la dynamisation de la Bourse est "l'affaire de tous", des autorités à travers le ministère des Finances, la Commission d'organisation et de surveillance des opérations de Bourse (Cosob), le dépositaire central des titres dénommé Algérie Clearing... Mais, également, des entreprises et des intermédiaires en opérations de Bourse. Le P-DG d'Alliance Assurances, Hassan Khelifati, la première entreprise privée cotée en bourse, estime que le problème ne se situe pas sur le plan institutionnel aux normes internationales. Le problème se pose au niveau du marché secondaire, avec une fréquence d'introduction très faible. Alliance assurances a intégré la Bourse en 2010, NCA Rouiba en 2013 et Biopharm arrive cette année. "Nous avons une fréquence d'une introduction chaque trois années", regrette le P-DG d'Alliance Assurances, relevant aussi la question de la pénalisation de l'acte de gestion qui inhibe les banquiers. "Il faut une décision politique pour dynamiser la Bourse", a lancé M. Khelifati, estimant que le gouvernement devrait encourager les banques à prendre des risques pour animer le marché secondaire. Le DG de la Bourse d'Alger affirme que les problèmes de la Bourse ne se posent pas au niveau du parquet où les titres se négocient. Sur les quatre sociétés cotées, seulement 20 ordres d'achat ou de vente atterrissent sur le parquet, relève M. Benmouhoub, insistant sur le développement des Sicav (Société d'investissement à capital variable), des fonds mutuels, des bureaux d'analystes financiers. Interrogé sur la valeur de certains titres qui ne reflète pas la réalité économique et financière de la société, il a insisté sur la politique des dividendes des entreprises cotées. "C'est très important", assure M. Benmouhoub. Cependant, certains intervenants ne partagent pas l'analyse du DG de la Bourse. "Sur le parquet, le système de négociation ne fonctionne pas", soulignent-ils, indiquant que la situation actuelle est chronique. Il n'y a pas ou peu de transactions. La proportion des ordres non exécutés est en constante augmentation. "Alliance Assurances a été dépréciée de 35% de sa valeur avec quatre opérations de 10 actions", conteste M. Khelifati. Le FCE propose, pour une période transitoire, le temps que le système de négociation soit revu en profondeur et amélioré, et de libérer le marché en ayant un mode de négociation simple et transparent. M. Benmouhoub, insistant sur la rigueur du marché, a révélé que le ministère des Finances a lancé, officiellement, un appel d'offres pour l'acquisition d'un système de cotation qui répond aux normes.

